



La conjoncture économique du 3^e trimestre 2016

*Dynamique des créations d'emplois
sur fond de faible croissance*

Conseil, Recherche 3 rue Bayard – 59 000 LILLE

et Formation Tél : +33 3 20 47 15 24 – Fax : +33 3 20 31 91 82

en Relations Sociales www.orseu.com



Édito

Au 3^e trimestre la situation économique en France est marquée par une légère amélioration de la croissance économique et une très nette progression de l'emploi. Le PIB n'a progressé que de 0.2% après -0.1% au 2^e trimestre. Ce résultat décevant est à imputer à la stagnation de la consommation et de l'investissement depuis deux trimestres. De leur côté, les exportations qui représentent plus d'un quart de la production nationale ont augmenté timidement (+0.7%). On peut parler d'une panne de la croissance depuis deux trimestres. Pourtant, l'emploi n'a jamais autant progressé. Le nombre de créations nettes d'emplois salariés (hors statut de fonctionnaire) dépasse le seuil de 200 000 durant les 4 derniers trimestres. Tous les secteurs ont contribué à la création d'emplois y compris l'industrie et la construction. Dans ces deux derniers secteurs, l'emploi en CDI certes diminue, mais moins fortement. En incluant l'intérim, le nombre de travailleurs dans l'industrie (salariés et intérimaires) augmente sensiblement, et cela pour la première fois depuis 2007. La même tendance est observée dans la construction dont l'activité s'améliore depuis le début de l'année. Cette reprise dans la construction illustre parfaitement l'amélioration des anticipations des ménages sur leur avenir. Cette projection positive des ménages dans le futur est un facteur favorable pour la consommation et la croissance. Mais, cela ne concerne qu'une partie de la population. Celle qui a un travail stable mieux rémunéré et ayant une capacité d'épargne. Une autre partie de la population, non négligeable, est réduite à l'emploi précaire et/ou voit son revenu évoluer faiblement.

De ce constat mitigé, on retient la nécessité d'une politique économique plus volontariste en termes d'investissement, d'innovation et de formation professionnelle afin de consolider la timide croissance économique et de préparer l'avenir.



SOMMAIRE

ÉDITO	2
SYNTHÈSE DE LA CONJONCTURE (CHIFFRES DU T3 2016)	4
1. UNE FAIBLE CROISSANCE DANS LES PAYS AVANCÉS	5
<i>Une faible croissance dans la zone euro</i>	5
<i>Le FMI maintient ses prévisions de croissance</i>	5
2. LA CONSOMMATION, L'INVESTISSEMENT ET LES EXPORTATIONS EN BERNE DEPUIS DEUX TRIMESTRES	6
<i>Une légère hausse du PIB au 3^e trimestre</i>	6
<i>L'évolution des composantes de la croissance</i>	6
3. LA PRODUCTION PROGRESSE DANS LES SERVICES ET DANS LA CONSTRUCTION	7
<i>La production industrielle est stable</i>	7
<i>Taux d'utilisation des capacités de production industrielle</i>	7
<i>Les services marchands : l'activité accélère</i>	8
<i>La production agricole diminue</i>	8
<i>Forte hausse de la production dans la construction</i>	9
4. LES EFFETS DE LA POLITIQUE DE L'OFFRE	9
4.1. <i>Le coût du travail progresse moins vite</i>	9
4.2. <i>Le taux de marge poursuit sa hausse</i>	10
4.3. <i>Le taux d'investissement en nette hausse</i>	11
5. STABILISATION DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES ET REcul DES FAILLITES	12
5.1. <i>Les créations d'entreprises se stabilisent après une forte progression depuis début 2015</i>	12
5.2. <i>Les faillites poursuivent leur baisse</i>	13
6. L'EMPLOI SE REDRESSE SENSIBLEMENT	14
<i>Création nette de 210 000 emplois salariés en un an</i>	14
<i>Le secteur marchand a créé 180 000 emplois en un an</i>	14
7. LE CHOMAGE SE STABILISE AU 3 ^e TRIMESTRE ET REcul SUR UN AN	15
<i>Le chômage est ramené à son niveau de 2013</i>	15
<i>Le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 133 000 personnes depuis janvier</i>	16
8. INFLATION STABLE ET SALAIRES EN LÈGÈRE HAUSSE	17
<i>L'inflation se stabilise après un redressement au trimestre précédent</i>	17
<i>Les salaires continuent de ralentir</i>	17
<i>Le pouvoir d'achat du salaire de base progresse sans effacer la perte du 2^e trimestre</i>	18
<i>Le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages progresse de 0.6% au 3^e trimestre</i>	18
9. LA DETTE PUBLIQUE DIMINUE ET LE DEFICIT PUBLIC AUGMENTE	20
<i>Niveau de la dette publique au sens de Maastricht en milliards d'euros et en points de PIB</i>	20
<i>Le déficit public se dégrade légèrement</i>	20
INDEX POUR MIEUX COMPRENDRE	21



Synthèse de la conjoncture (chiffres du T3 2016)

PIB	~	+0.2% au T3 2 085 M€ en 2015	Le PIB a augmenté légèrement au 3 ^e trimestre après une stagnation au 2 ^e trimestre. Cette maigre performance est due à la consommation et l'investissement qui stagnent depuis le printemps et à un commerce extérieur anémique.
La production	↗	+0.5% au T3 3706 M€ en 2015	La production progresse légèrement de 0.5% qui efface la diminution du 2 ^e trimestre (-0.2%). Ce supplément de production est destiné à reconstituer les stocks, notamment dans le raffinage suite aux blocages de raffineries au printemps dernier.
Consommation des ménages	~	0.1% au T3 1111 M€ en 2015	La consommation des ménages stagne pour le 2 ^e trimestre de suite. On enregistre une baisse de la consommation des biens manufacturés (-1.1%) et de l'énergie (-1.4%) mais une hausse de la consommation des produits alimentaires (+0.9%) et des services (+0.5%)
Investissement total du pays	↗	+0.3% au T3 442.9 M€ en 2015	
Invest. des entreprises	~	0.0% au T3 (65.8M€ au T3)	L'investissement total progresse très légèrement (+0.3%) en raison de l'augmentation des dépenses d'investissement des ménages et dans une moindre mesure celles des administrations publiques. En revanche, l'investissement des entreprises stagne après un léger recul au 2 ^e trimestre.
Invest. des ménages	↗	+0.7% au T3 (25.6 M€ au T3)	
Invest. public	↗	+0.4% au T3 (18.3 M€ au T3)	
Exportations	↗	+0.7% au T3 (160.9 M€ au T3)	Les exportations accélèrent légèrement (+0.7%) après leur stagnation au 2 ^e trimestre. Toutes les branches exportatrices ont enregistré une hausse des exportations sauf celle des matériels de transport et l'agriculture.
Taux de marge des entreprises	~	31.5% au T3 (89.4 M€ au T3)	Après le pic atteint en début d'année (32%), le taux de marge recule légèrement à 31.5% de la valeur ajoutée au 2 ^e trimestre et se stabilise à ce niveau au 3 ^e trimestre.
Taux d'utilisation des capacités de production	↘	-0.9 point au T4 (82.9 % au T4)	Le taux d'utilisation des capacités de production diminue de 0.9 point au 4 ^e trimestre à 82.9% après avoir atteint son plus haut niveau au 3 ^e trimestre (83.8%).
Défaillances d'entreprises	↗	-2.4% au T3 (354 fermetures de moins)	Le nombre de faillites des entreprises (hors microentreprises) continue de diminuer pour le 2 ^e mois consécutif. C'est dans la construction où l'amélioration est la plus notable (4 trimestres de baisse). Dans l'industrie, la situation est stable après deux trimestres de baisse de défaillances. Les services connaissent également une nette amélioration. En glissement annuel, la baisse est de 14% dans la construction, 10% dans l'industrie et 6.4% dans les services.
Créations d'entreprises	~	+0.0% au T4 (25 créations de plus)	
Emploi marchand	↗	+0.3% au T3 (+51 200 créations nettes)	Malgré une faible croissance, l'emploi marchand continue de progresser pour le 6 ^e trimestre de suite. Il y a eu 51 200 créations nettes en ce 3 ^e trimestre. Sur un an, elles s'élèvent à 180 000 créations nettes. Ce sont les services et l'intérim qui ont contribué à ces créations tandis que l'industrie continue de détruire l'emploi salarié (hors intérim). Dans la construction, l'emploi se stabilise depuis deux trimestres. En incluant l'intérim, l'industrie et la construction sont créateurs nets d'emplois.
Taux de chômage	~	+0.1 p au T3 (9.7% ; +31 000 au T3)	Le taux de chômage augmente légèrement de 0.1. Il augmente surtout chez les femmes (+0.3 point), les jeunes (+1.2 point) et les seniors (+0.5 point). Il baisse chez les hommes (-0.3 point) et la classe d'âge 25-45 ans (-0.2 point).
Demandeurs d'emploi	↗	-1.0% (-35 000 au T3)	Le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A diminue de 35 000 personnes. C'est le 3 ^e trimestre de baisse consécutive. Sur l'ensemble de l'année, il y a eu 133 000 demandeurs d'emploi de moins.
Salaire moyen de base	↗	+0.3% (au T3)	Le salaire moyen continue de progresser, mais lentement : +0.3% au 3 ^e trimestre et +1.2% sur un an.
Inflation	~	0.0% au T3	Après un redressement de 0.9% au trimestre précédent, les prix se sont stabilisés au 3 ^e trimestre.



1. Une faible croissance dans les pays avancés

Une faible croissance dans la zone euro

	2015	T1 2016	T2 2016	T3 2016
Zone euro	1,5%	0,5%	0,3%	0.3
Allemagne	1,7%	0,7%	0,4%	0.2
Espagne	3,2%	0,8%	0,8%	0.7
France	1,3%	0,7%	-0,1%	0.2%
Italie	0,8%	0,3%	0,0%	0.3
Royaume-Uni	2,3%	0,4%	0,6%	0.6
États-Unis	2,4%	0,2%	0,4%	0.9

La croissance française connaît un faible élan depuis le printemps dernier. Le PIB a quasiment stagné pendant les deux derniers trimestres. Après - 0.1% au 2^e trimestre, la croissance s'établit à 0.2% au 3^e trimestre. Cette tendance est plus au moins identique dans l'ensemble de la zone euro dont la croissance tombe à 0.3% lors des deux derniers trimestres contre 0.5% au 1^{er} trimestre. Les principaux facteurs de cette baisse de la croissance en

OCDE

Europe sont l'incertitude qu'a créé le Brexit et la montée des politiques anti-intégration source d'inquiétudes comme le souligne le FMI. D'autre part, le commerce international se dégrade depuis 2 ans sous l'effet de la faiblesse de la demande mondiale et du retour des mesures protectionnistes. Le FMI, comme l'OCDE, insiste sur la nécessité d'une relance de la demande même dans les pays où les marges budgétaires sont faibles. Il recommande particulièrement de redéployer les dépenses publiques ou les incitations fiscales pour relancer l'investissement. Au niveau international, le FMI plaide pour une coordination des politiques budgétaires. Sont visées les politiques européennes qui demeurent toujours restrictives dans leur grande majorité.

Le FMI maintient ses prévisions de croissance

	Croissance réalisée en %		Projections en janvier 2017			Révisions de la prévision par rapport à octobre 2016	
	2014	2015	2016	2017	2108	2017	2018
Zone euro	0.9	2.0	1.7	1.6	1.6	0.1	0.0
Allemagne (28%)*	1.6	1.5	1.7	1.5	1.5	0.1	0.1
France (21%)	0.6	1.3	1.3	1.3	1.6	0.0	0.0
Italie (19%)	-0.3	0.7	0.9	0.7	0.8	-0.2	-0.3
Espagne (12%)	1.4	3.2	3.2	2.3	2.1	0.1	0.2
USA	2.4	2.6	1.6	2.3	2.5	0.1	0.4
Japon	0.0	1.5	0.9	0.8	0.5	0.2	0.0
Royaume-Uni	3.1	2.2	2.0	1.5	1.4	0.4	-0.3
Pays Emergents	4.6	4.1	4.1	4.5	4.8	-0.1	0.0
Russie	0.7	-3.7	-0.6	1.1	1.2	0.0	0.0
Chine	7.3	6.9	6.7	6.5	6.0	0.3	0.0
Production mondiale	3.4	3.2	3.1	3.4	3.6	0.0	0.0
Commerce mondial	3.7	2.7	1.9	3.8	4.1	0.0	-0.1
Prix du pétrole	-7.5	-47.2	-15.9	19.9	3.6	2.0	-1.2
Inflation (pays avancés)	1.4	0.3	0.7	1.7	1.9	0.0	0.0
Taux d'intérêt (dépôts en €) **	0.2	0.0	-0.3	-0.3	-0.2	0.1	0.2

Source : FMI - * part dans le PIB de la zone euro. ** Taux du LIBOR (taux d'intérêt interbancaire) des fonds en euro à trois mois.

Lecture : en avril 2016, le FMI prévoit une croissance de la zone euro de 1.5% en 2016, soit -0.2 point par rapport à sa prévision de janvier dernier.

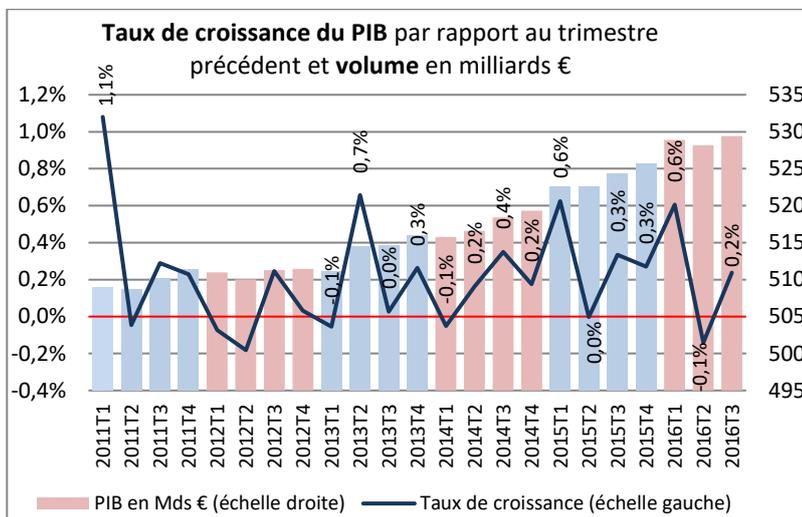
Pour 2017, la croissance devra se maintenir à un niveau faible selon le scénario central du FMI qui pointe deux grandes inquiétudes. La première est l'effet du Brexit qui demeure flou dans la mesure où les négociations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni n'ont pas encore démarré. On peut craindre le scénario d'une sortie brutale avec ses conséquences sur les échanges commerciaux entre les deux parties. L'autre facteur d'incertitude reste la crise des réfugiés en Europe qui exacerbe la crise politique notamment à l'approche des échéances électorales majeures dans les deux grandes économies du continent (France et Allemagne). Sans oublier l'inquiétante situation en Italie, notamment de son secteur bancaire, qui peut se muer en un choc économique difficile à absorber.

Malgré ces inquiétudes européennes, le FMI a maintenu stables ses prévisions en 2017. Quelques bonnes nouvelles permettent de tempérer l'effet dépressif venant de l'Europe. D'abord, la situation dans les pays émergents ne se dégrade plus et celle des États unis s'améliore. Le commerce mondial devra accélérer de 3.8% en 2017 dans l'hypothèse où les USA ne pratiquent pas un protectionnisme généralisé. Ensuite, les politiques monétaires resteront accommodantes dans le moyen terme. Cela permet aux États endettés de gagner un peu plus de temps pour gérer l'énorme stock de dettes en attendant le retour de l'inflation et de la croissance économique.



2. La consommation, l'investissement et les exportations en berne depuis deux trimestres

Une légère hausse du PIB au 3^e trimestre



Insee, comptes nationaux trimestriels

L'évolution des composantes de la croissance

	Par trimestre		Par an	
	T2 16	T3 16	2015	2016 (p)
PIB	-0,1%	0,2%	1,2%	1,2%
Consommation Ménages	0,0%	0,1%	1,5%	1,5%
Consommation publique	0,4%	0,3%	1,5%	1,5%
Investissement total	0,0%	0,3%	0,9%	2,7%
dont: Entreprises	-0,1%	0,0%	2,7%	3,4%
Public	-0,2%	0,4%	-3,9%	2,3%
Ménages	0,4%	0,7%	-0,8%	1,4%
Exportations	0,1%	0,7%	6,4%	0,6%
Importations	-1,5%	2,5%	6,0%	2,8%
Contributions				
Demande intérieure	0,1	0,2	1,4	1,8
Variation de stocks	-0,8	0,6	0,1	0,1
Commerce extérieur	0,5	-0,6	-0,3	-0,7

INSEE

Précisons que les déterminants purement économiques de la consommation étaient favorables. Le pouvoir d'achat et l'emploi ont augmenté sans que cela puisse avoir un effet sur la consommation. Par contre les déterminants psychologiques étaient plus négatifs notamment la situation sécuritaire qui a créé un contexte politique et social déprimant. L'indice de confiance des ménages a reculé entre mars et avril pesant ainsi sur la consommation. Le moral des ménages s'est rétabli depuis pour retrouver en décembre son plus haut niveau depuis 2007.

Du côté de l'investissement, la stagnation enregistrée dans les entreprises est imputée à l'insuffisance de la demande qui a refroidi l'optimisme des chefs d'entreprises. Certes le climat des affaires ainsi que le moral des chefs d'entreprises se portent bien, mais cela ne se concrétise pas par des projets d'investissements. Tout semble indiquer que les entreprises attendent de voir un peu plus clair sur les perspectives de la demande et de l'issue du Brexit. Selon l'INSEE, les entreprises recommenceront à investir au 4^e trimestre et portera la hausse de l'investissement +3.4% sur l'ensemble de l'année 2016 contre 2.7% en 2015.

La croissance affiche un léger mieux de 0.2% au 3^e trimestre après -0.1% au trimestre précédent. On ne peut pas parler d'une amélioration puisque le PIB a quasiment stagné depuis le printemps dernier. Pour le 4^e trimestre, l'INSEE prévoit une reprise un peu plus forte avec +0.4% du PIB.

Cette stagnation s'explique par la faiblesse de la consommation des ménages et des dépenses d'investissement des entreprises. Ces deux principaux moteurs de la croissance française ont été à l'arrêt depuis six mois. Les exportations qui devaient prendre le relais n'ont augmenté que de 0.7% au 3^e trimestre après leur stagnation au trimestre précédent. Cela est dû à une demande étrangère très en deca de son niveau normal. Le commerce mondial n'a augmenté que de 1.9% en 2016 contre 2.7% en 2015 et 4.7% en 2014. Dans ce contexte de dépression du commerce mondial, la politique de compétitivité n'a aucune chance de produire des effets sur la croissance et l'emploi.

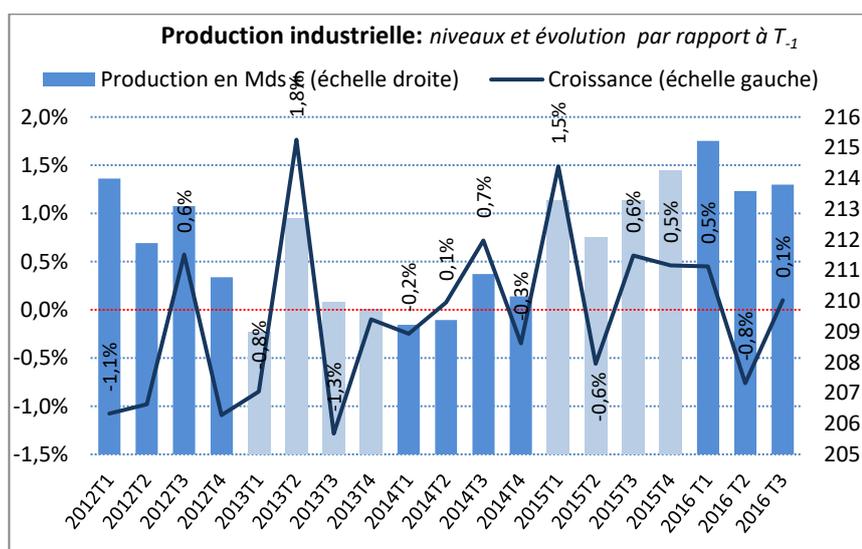
La demande étrangère devra progresser au 4^e trimestre, mais très faiblement (+0.8% selon l'INSEE). La consommation et l'investissement devront progresser un peu plus au 4^e trimestre (0.3% et 0.5%) selon l'estimation de l'INSEE. Au total, le PIB augmenterait de 0.4%, ce qui portera la croissance annuelle de 2016 à 1.2%, soit le même niveau qu'en 2015.

Comment expliquer la stagnation de la croissance alors qu'au 1^{er} trimestre elle semblait repartir de bon pied ? La dimension psychologique des comportements individuels peut expliquer en partie cette tendance.



3. La production progresse dans les services et dans la construction

La production industrielle est stable



Insee, comptes nationaux trimestriels
Données CVS-CJO

La production globale du pays augmente de 0.5% après une légère diminution de 0.2% au 2^e trimestre. La production industrielle et agricole se stabilise après le recul du trimestre précédent. En revanche, les services et le bâtiment bénéficient d'une hausse de leur production.

Dans l'industrie, la hausse de la production s'explique par les besoins en stock après les mouvements sociaux du printemps qui ont affecté plusieurs sites. C'est le cas notamment du raffinage dont la production a bondi de 13%. Dans l'agroalimentaire et les autres industries, la production a augmenté moins fortement (0.3% et 0.6%). Cependant, l'énergie et la branche de matériels de transport (aéronautique et automobile) enregistrent une forte baisse de leur production (-2.3% et -3%). Pour l'énergie, la baisse de la production est normale en période d'été. Pour la branche de matériels de transport, la cyclicité de livraison des airbus explique la baisse de l'activité. Notons que l'industrie automobile enregistre une nette amélioration depuis plusieurs mois.

Taux d'utilisation des capacités de production industrielle

Années		Industrie	Agro. Alim.	Equip. Electr.	Matériels Transport	Autres industries
Moyenne 2000-2007		85,3	82,6	82,8	89,3	85,2
2015	T1	82,3	81	78,2	88,1	81,4
	T2	82,3	82	80	84	82
	T3	82,2	82,4	78,7	86,6	81,1
	T4	80,9	82,0	76,9	87,0	80,8
2016	T1	82,3	81,7	78,8	87,0	81,4
	T2	83,8	82,5	79,7	89,9	82,5
	T3	82,9	82,4	79,3	86,7	82,2

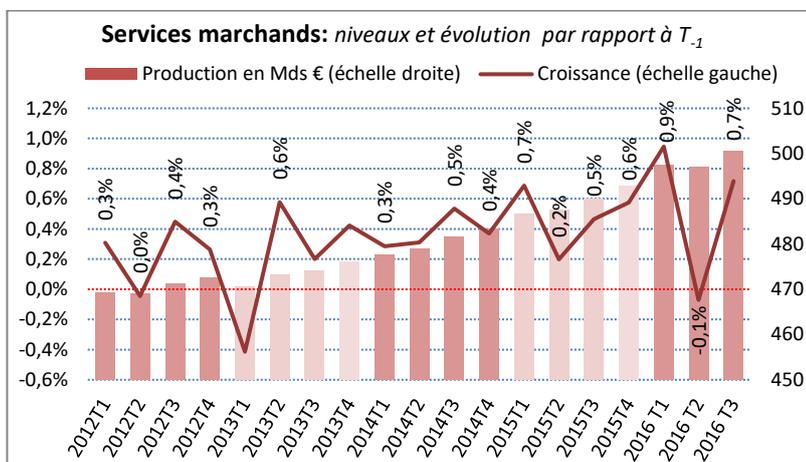
Insee, Enquête de la conjoncture dans l'industrie

Ces évolutions de la production contrastent avec celles de l'utilisation des capacités de production. Celles-ci diminuent au 3^e trimestre après la forte hausse du trimestre précédent. A l'inverse, la production s'est stabilisée après avoir diminué au 2^e trimestre. Le contraste est plus net dans la branche des matériels de transport. Le taux d'utilisation des capacités de production dans cette branche a atteint son plus haut niveau au 3^e trimestre alors que la production diminue. Très probablement cela s'explique par le décalage entre le moment où les capacités de production sont sollicitées et celui où le produit sort des chaînes de production et comptabilisé.

Au-delà de ce contraste qui pose un réel problème d'analyse de court terme, il faut préciser que la tendance du taux d'utilisation des capacités de productions s'améliore nettement depuis quelques trimestres. Cela correspond à l'amélioration sur le marché du travail observée dernièrement. La hausse de l'utilisation des capacités productives crée des besoins en emplois se traduisant ainsi par la hausse des embauches. Sans créations d'emplois, les entreprises se rapprochent du taux de saturation de leurs capacités. C'est ce que montre l'indicateur d'utilisation des capacités sans augmentation du personnel qui a augmenté à 90%, soit un point en dessous de la moyenne d'avant crise et 8 points au-dessus du niveau de 2009. Ce niveau élevé de sollicitation des machines et des hommes est atteint dès le 1^{er} trimestre 2016. Pour soulager cette tension, les entreprises industrielles ont d'abord limité les destructions d'emplois et par la suite ont eu recours à l'intérim au point où l'industrie est redevenue créatrice nette d'emplois au 3^e trimestre.



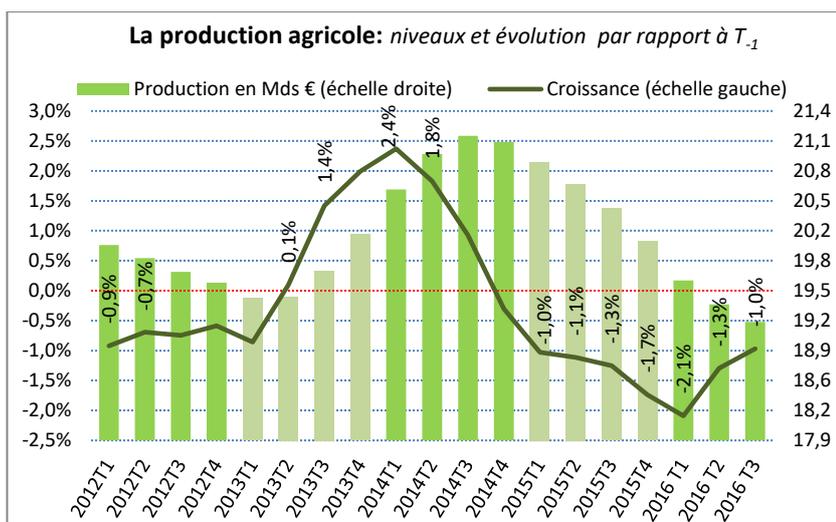
Les services marchands : l'activité accélère



Insee, comptes nationaux trimestriels - Données CVS-CJO

Deux tiers des 54 000 créations nettes d'emplois au 3^e trimestre dans les services sont réalisés dans cette branche de services aux entreprises. La 2^e branche contributrice à la croissance dans les services est celle de l'information et télécommunications. Son activité a progressé de 1.1%, mais elle sa contribution aux créations d'emplois est très faible (+5 400 emplois). Dans l'hébergement et la restauration, l'activité progresse nettement (+0.9%) après la baisse du trimestre précédent (-0.3%) en raison d'une moindre affluence des touristes. Malgré cette hausse de l'activité, la branche n'a créé que 3000 emplois. Le transport se trouve dans la même situation avec une forte croissance de l'activité (+1.1%) mais de faibles créations d'emplois (+0.3%). Le commerce se distingue par une faible activité (+0.2%) et une faible croissance de l'emploi (+0.2%). Enfin, la finance enregistre une forte croissance (+1%) sans créations d'emplois. Les transformations numériques à l'œuvre dans cette branche peuvent expliquer cette situation.

La production agricole diminue



Insee, comptes nationaux trimestriels
Données CVS-CJO

La pression sur les prix des produits frais et laitiers a fragilisé plusieurs exploitants et éleveurs. Cette pression ne semble pas reculer malgré l'accord trouvé entre les transformateurs du lait et les éleveurs. Du côté de la filière de viande, la baisse de la demande mondiale notamment chinoise a impacté la production. En cette fin d'année, la grippe aviaire dans le sud-ouest aura sans doute un effet non négligeable sur les éleveurs de volaille.

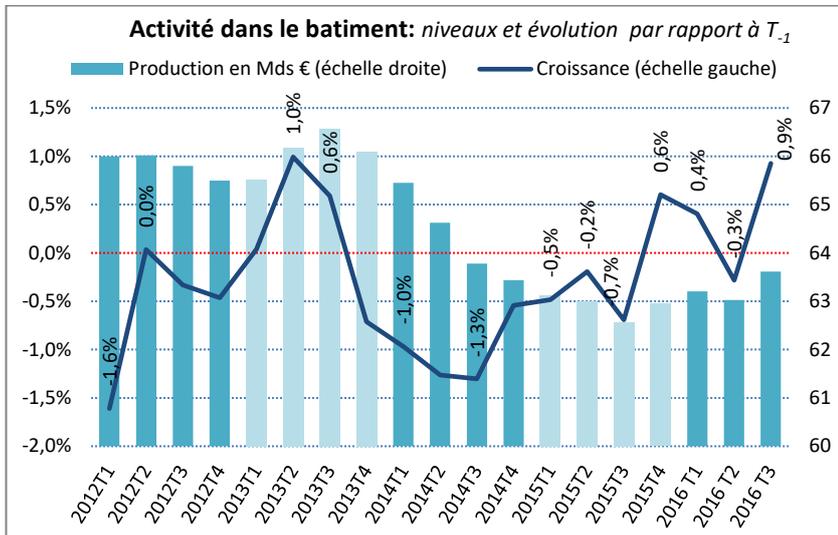
L'activité dans les services s'est nettement redressée (+0.7%) après une stagnation au trimestre précédent. Il faut noter que l'activité tertiaire a redémarré depuis 2015 avec un taux de croissance moyen de 0.5% par trimestre. Le niveau de production dépasse de 10% celui d'avant crise alors que l'industrie est en dessous de 8% par rapport à 2007.

Toutes les branches de services ont contribué à cette croissance du secteur. La branche qui a le plus contribué est celle des services aux entreprises dont l'activité a augmenté de 0.9%. Cette branche est la plus importante en chiffre d'affaires et en emplois.

L'INSEE vient d'actualiser les chiffres de la branche agricole qui montrent une réalité plus inquiétante. Avant cette actualisation les chiffres montraient une stabilisation de la production agricole entre 2015 et 2016. Or, la réalité de la branche est plus dégradée qu'on ne le pensait. En effet, la production agricole en volume (hors effet de l'évolution des prix) enregistre le 8^e trimestre de baisse consécutive. Le niveau de production actuel est le plus bas enregistré depuis 2003. Cela illustre la crise profonde de la branche depuis 2014.

Nous avons évoqué dans la précédente note de conjoncture l'impact de la météo sur les cultures notamment les céréales. La récolte de blé de 2016 sera sans doute la plus faible depuis 40 ans selon les estimations.

Forte hausse de la production dans la construction



Insee, comptes nationaux trimestriels - Données CVS-CJO

Au 3^e trimestre, elles ont augmenté de 20% par rapport au même trimestre de 2015. Les deux segments du marché ont connu une forte progression : la construction de logements collectifs (sociaux et résidentiels) et celle de logements individuels. C'est le premier segment qui a le plus contribué à la croissance du secteur avec 20% au 3^e trimestre par rapport à l'année dernière. La reprise des dépenses d'investissements des collectivités locales et le retour des investisseurs immobiliers (promoteurs) expliquent ce résultat. Quant à la construction de logements individuels, sa progression est moindre, mais reste vigoureuse (+9%).

4. Les effets de la politique de l'offre

4.1. Le coût du travail progresse moins vite

La politique de l'offre conduite depuis 2013 consiste à favoriser les entreprises en abaissant le coût du travail et fiscal. Les deux mesures illustratives de cette politique sont le CICE en 2013 et le pacte de responsabilité à partir de 2015. Le CICE est une réduction d'impôts équivalente à 6% des salaires en dessous de 2,5 SMIC. Cela représente une économie pour les entreprises estimée à 20 milliards en 2015. A cela s'ajoutent 11 milliards d'économies au titre du pacte de responsabilité (réduction des cotisations familiales acquittées par les employeurs, réduction puis la suppression de la C3S (taxe sur le chiffre d'affaires) et enfin, la baisse progressive de l'IS à partir de 2016). D'autres mesures prises récemment, notamment l'aide de 2000 € à l'embauche dans les PME, viennent renforcer cette politique. Avec cette aide, un emploi au SMIC est totalement exonéré de cotisations sociales. La politique de l'offre est complétée par des mesures dites structurelles comme la flexibilisation du marché du travail (la loi travail de 2016).

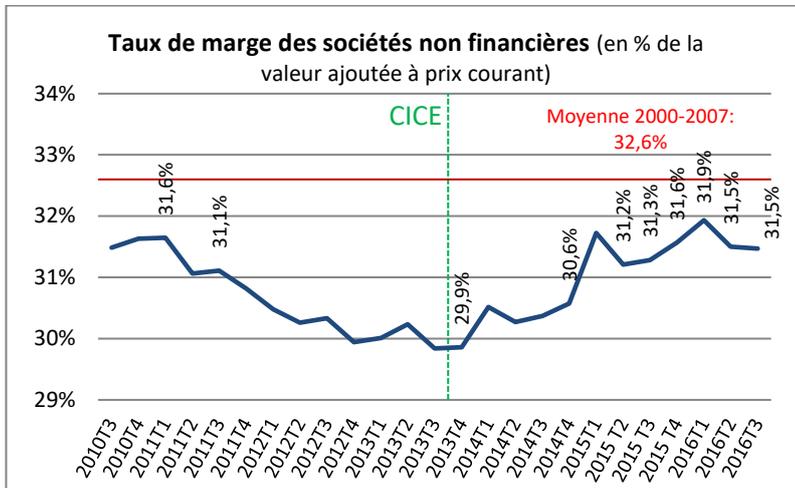
Evolution de l'indice du coût du travail

	Industrie	Industrie manufacturière	Tertiaire	Construction	Ensemble
2010	3,8%	3,9%	2,7%	3,3%	3,0%
2011	3,9%	4,1%	3,1%	3,5%	3,3%
2012	2,7%	2,7%	2,2%	1,8%	2,3%
2013	0,9%	0,9%	0,3%	0,1%	0,4%
2014	1,3%	1,3%	1,0%	0,5%	1,1%
2015	1,4%	1,5%	1,1%	0,7%	1,2%
2016	1,5%	1,3%	1,1%	1,9%	1,2%

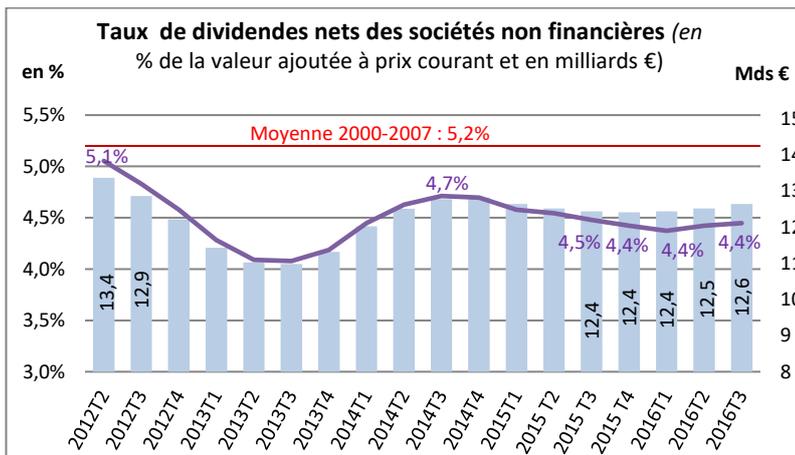
Cette politique s'est traduite effectivement par le ralentissement du coût du travail. Il n'y a pas eu de baisse de ce coût, mais une plus faible augmentation, soit 1.2% en 2016 contre 3 à 3.3% en moyenne avant la mise en place du CICE. C'est dans les services et la construction où le coût du travail a le moins augmenté. Ceci s'explique par l'écart de productivité. En effet, le salaire qui représente 70 à 80% du coût du travail indexé sur la productivité augmente beaucoup moins vite dans ces secteurs comparativement à l'industrie.

Le secteur de la construction sort progressivement d'une crise qui a duré 10 longues années. La production progresse au 3^e trimestre (+0.9%) après le léger recul du précédent trimestre. Cette amélioration a commencé fin 2015 et repose sur de solides bases, mais qui demandent à être amplifiées. Le premier facteur de cette reprise est le retour des acheteurs sur le marché immobilier. Les ventes de logements repartent à la hausse depuis quelques mois. Elles sont portées par des taux d'intérêt attractifs et par l'amélioration de la situation financière des ménages. Cela se traduit dans les chiffres des autorisations de construction de logements qui croissent avec un taux annuel à deux chiffres depuis le début d'année.

4.2. Le taux de marge poursuit sa hausse



INSEE, Comptes nationaux et Indicateurs de la conjoncture
 Champ : sociétés hors entrepreneurs individuels. En prenant en compte ces derniers, le taux de marge est de 35% en 2012.



Croissance par trimestre (comptes des **SNF**, en valeur)

		Valeur ajoutée	EBE	Investissement	Dividendes nets
2015	T1	1,1%	4,9%	0,8%	-1,4%
	T2	-0,3%	-1,9%	0,9%	-1,0%
	T3	0,9%	1,1%	0,8%	-0,6%
	T4	1,0%	2,0%	2,1%	-0,2%
2016	T1	1,4%	2,6%	2,2%	0,2%
	T2	-0,6%	-1,9%	0,1%	0,6%
	T3	0,4%	0,3%	0,1%	1,0%

INSEE comptes des agents

L'écart entre le coût du travail et la productivité détermine le taux de marge des entreprises. Plus cet écart est élevé, plus les entreprises gagnent en marge économique. Cette équation explique les choix qui ont été faits par les entreprises ces dernières années. Elles ont joué sur les deux tableaux pour améliorer leurs marges. Elles ont limité les hausses des salaires pour maîtriser le coût du travail et en même temps elles ont limité les embauches pour accroître la productivité.

En conséquence, **le taux de marge** augmente significativement en début d'année pour atteindre son plus haut niveau depuis 2009, soit 32% de la valeur ajoutée. Ce taux diminue légèrement à partir du printemps non pas parce que le coût du travail s'est envolé, mais parce que les entreprises ont réalisé moins de valeur ajoutée. En outre, les créations d'emplois ont fait augmenter la masse salariale ce qui a réduit la marge brute.

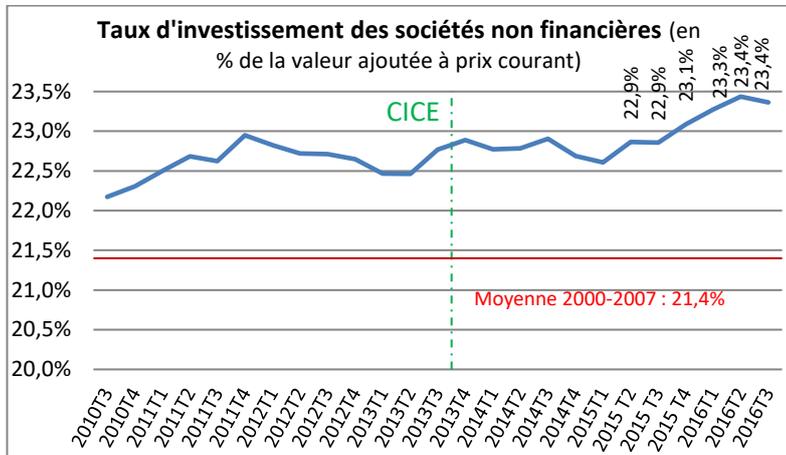
Malgré cette légère baisse de la marge pendant ces deux derniers trimestres, le montant des dividendes augmente de 1% à 12.6 milliards au 3^e trimestre (après 12.5 milliards au trimestre précédent). Il faut préciser par ailleurs que ces distributions de dividendes ne concernent qu'une petite partie des entreprises françaises. La grande majorité des entreprises, c'est-à-dire les PME, ne distribuent pas de dividendes ou très peu. Leur marge est souvent dirigée intégralement vers l'investissement ou vers l'embauche, quand elle n'est pas utilisée pour se désendetter ou pour renforcer la trésorerie.

Il faut aussi rappeler que certaines PME, filiales de grands groupes, sont contraintes de verser le dividende à leur maison mère. Cette distribution de dividendes est problématique quand elle porte atteinte à l'avenir de ces filiales.

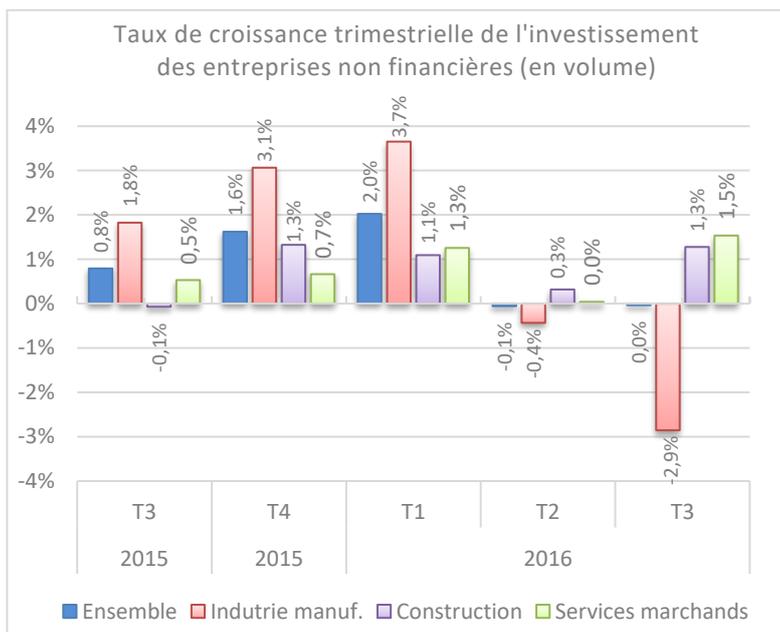
Contrairement aux dividendes qui ont augmenté, l'investissement des entreprises stagne depuis deux trimestres. La baisse de la marge économique et la répartition de cette marge ont été finalement défavorables à l'investissement. Mais ce constat doit être relativisé. Le taux d'investissement même s'il n'augmente pas, il est à son plus haut niveau historique.



4.3. Le taux d'investissement en nette hausse



Insee, comptes nationaux



Insee, comptes nationaux

Au 3^e trimestre, le taux d'investissement (part de la valeur ajoutée consacrée à l'investissement) des sociétés non financières est resté stable après 6 trimestres de progression. Il s'élève à 23.4% de la valeur ajoutée, son plus haut niveau jamais atteint depuis 2008. Même en valeur, le niveau des investissements a rattrapé son niveau d'avant crise. Cela veut dire qu'on a mis 8 ans pour effacer la baisse de l'investissement enregistrée en 2009. Si la BCE avait réagi dès 2009, l'investissement aurait pu progresser à un rythme plus élevé permettant de rattraper le retard plus rapidement. En effet, l'investissement aurait dû progresser à un rythme de 5% par an, comme c'était le cas avant 2009 ou entre 2010 et 2011 suite au plan de relance. Si tel était le cas, on aurait aujourd'hui un niveau d'investissement de 20 milliards de plus à son niveau constaté, soit 20% de différence. Or depuis 2012, il ne progressait que de 1,6% par an. En début 2016, ce rythme s'accélère grâce à l'industrie. Mais très vite, ce secteur a gelé les investissements au 2^e trimestre avant de les réduire brutalement au 3^e trimestre. Presque un milliard d'euros d'investissements se sont évaporés en 9 mois dans l'industrie.

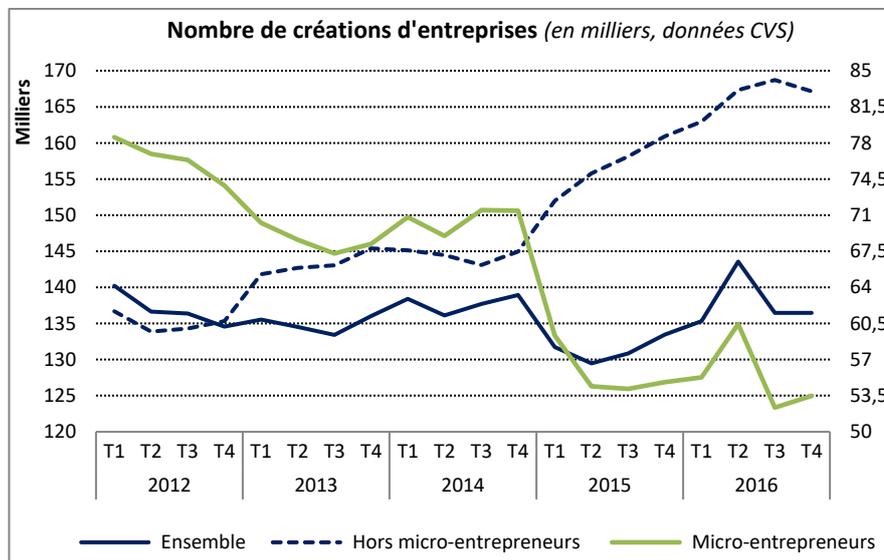
De son côté, la construction a enregistré une hausse des dépenses d'investissement au 3^e trimestre après sa stagnation au trimestre précédent. Mais ce sont surtout les services qui ont compensé le recul de l'industrie. Les services marchands ont investi 1.5% de plus au 3^e trimestre, soit ½ milliards de plus. Le service public a également contribué à la hausse de l'investissement d'ordre de 300 millions de plus depuis le début de l'année.

Au 4^e trimestre, l'INSEE prévoit une reprise des investissements (+0.4%) et une accélération au 1^{er} trimestre 2017 (+0.8%). Les industriels ont indiqué qu'ils anticipent une hausse de 5% de leurs budgets pour l'année 2017.



5. Stabilisation des créations d'entreprises et recul des faillites

5.1. Les créations d'entreprises se stabilisent après une forte progression depuis début 2015



Le nombre de créations d'entreprises hors microentreprises a enregistré une forte croissance depuis le début de 2015. Plus de 330 000 nouvelles entreprises ont été créées en 2016, soit 30 000 de plus qu'en 2015 (+9%). En comptabilisant les microentreprises, la progression est moins forte (+5%). En effet, on observe une stabilisation du nombre de microentreprises créées en 2016 après une très forte baisse en 2015 (-21%). La perte d'attractivité du statut de microentreprise s'explique en partie par les mesures de 2015 qui ont requalifié le statut d'autoentrepreneur en celui de micro entrepreneur avec l'obligation de

Insee, Indicateurs de conjoncture. Champ : secteur marchand hors activités agricoles

s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers de l'artisanat. Cette obligation s'est accompagnée par des frais de chambre et parfois par des formations obligatoires. Ces mesures ont ainsi incité une partie des créateurs d'entreprises à choisir le régime de société ou d'entreprise individuelle plutôt que celui de microentreprise. Cette baisse des créations de microentreprises est constatée dans tous les secteurs sauf dans le transport (notamment les taxis) et l'action sociale (services à la personne). Inversement, les créations hors microentreprises ont progressé (sur un an) dans tous les secteurs y compris dans l'industrie et la construction (16% et 7%). Au 4^e trimestre, leur nombre s'est stabilisé sur l'ensemble des secteurs. Il baisse dans les télécommunications et l'action sociale tandis qu'il progresse dans l'industrie, la construction et les autres services.

Variation des créations d'entreprises (cumul sur une année, données CVS-CJO)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Hors micro-entrepreneurs	261 398	257 576	242 126	265 075	268 414	302 811	330 321
Variation		0,5%	-1,5%	-6,0%	9,5%	1,3%	12,8%
Micro-entrepreneurs	358944	292248	305717	274382	282730	222767	221530
Variation		11,4%	-18,6%	4,6%	-10,2%	3,0%	-21,2%
Ensemble	620 342	549 825	547 843	539 458	551 145	525 578	551 850
Variation		6,5%	-11,4%	-0,4%	-1,5%	2,2%	-4,6%

Insee, Indicateurs de conjoncture

Champ : secteur marchand hors activités agricoles

Lecture : en 2015, le nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs a augmenté de 12.3% par rapport à avril 2014.

Variation trimestrielle des créations d'entreprises (CVS-CJO)

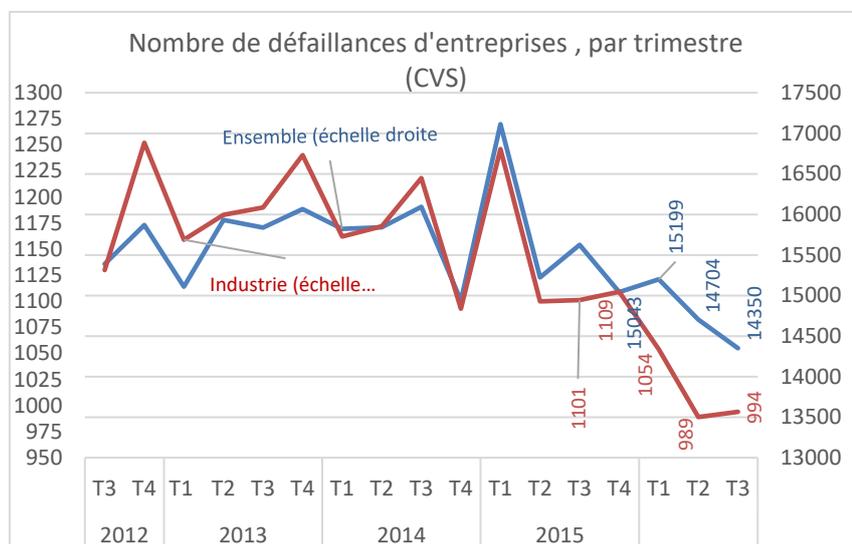
Croissance par rapport au trimestre précédent	2015				2016			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Hors micro-entrepreneurs	7,3%	3,7%	2,2%	2,5%	6,1%	3,8%	1,2%	-1,3%
Micro-entrepreneurs	-16,9%	-8,3%	-0,5%	1,2%	0,8%	9,4%	-13,4%	2,1%
Ensemble	-5,2%	-1,7%	1,1%	2,0%	1,8%	6,1%	-5,0%	0,0%

Insee, Indicateurs de conjoncture



5.2. Les faillites poursuivent leur baisse

Evolution trimestrielle des faillites d'entreprises



Banque de France.

Evolution mensuelle des défaillances d'entreprises (CVS)

	Nombre de défaillances				Evolution trimestrielle			
	Ensemble	Industrie	Construction	Services	Ensemble	Industrie	Construction	Services
oct-16	4780	344	1110	3222	0,7%	6,5%	3,8%	1,5%
sept-16	4747	323	1069	3173	-3,1%	-7,2%	-9,9%	-1,2%
août-16	4900	348	1186	3210	4,2%	7,7%	8,9%	-2,9%
juil-16	4703	323	1089	3152	-3,8%	-3,3%	-5,5%	-10,2%
juin-16	4889	334	1152	3207	-2,6%	-2,3%	-4,9%	-14,5%
mai-16	5018	342	1211	3272	4,6%	9,3%	7,2%	23,2%
avr-16	4797	313	1130	3213	-7,4%	-7,7%	-7,3%	-11,7%
mars-16	5181	339	1219	3366	7,0%	3,0%	5,0%	-12,9%
févr-16	4844	329	1161	3235	-6,4%	-14,8%	-9,3%	-12,4%
janv-16	5174	386	1280	3432	1,7%	4,0%	-1,1%	-8,2%

INSEE

Le niveau de défaillances est actuellement proche de celui constaté dans les périodes de croissance. Durant les 9 premiers mois de 2016, les faillites ont diminué de 7%. Dans l'industrie et la construction, cette diminution est de 11% et 12% respectivement. Durant toute l'année 2016, le nombre de faillites recule dans tous les secteurs. Même les très petites entreprises ont connu la même évolution. Le nombre de TPE en faillite a diminué de 5,5% en novembre par rapport au même mois de 2015. La même diminution est constatée dans les PME.

La corrélation entre la baisse du nombre de faillites et la hausse de l'emploi est évidente. L'effet immédiat est la diminution des destructions du travail et du capital. Dans le moyen et le long terme, la préservation de ces facteurs de production accroît la capacité du pays à recréer de la croissance et de l'emploi. Cet effet sur l'emploi est surtout amplifié si le système économique s'enrichit par la création de nouvelles entreprises. C'est ce scénario qui est en train de s'écrire actuellement puisqu'en 2016 on observe à la fois une forte diminution des faillites et une forte hausse des créations d'entreprises, même si parmi ces entreprises nouvellement créées très peu embauchent dès leur création (seulement 8% d'entre elles qui embauchent à la date de leur création).

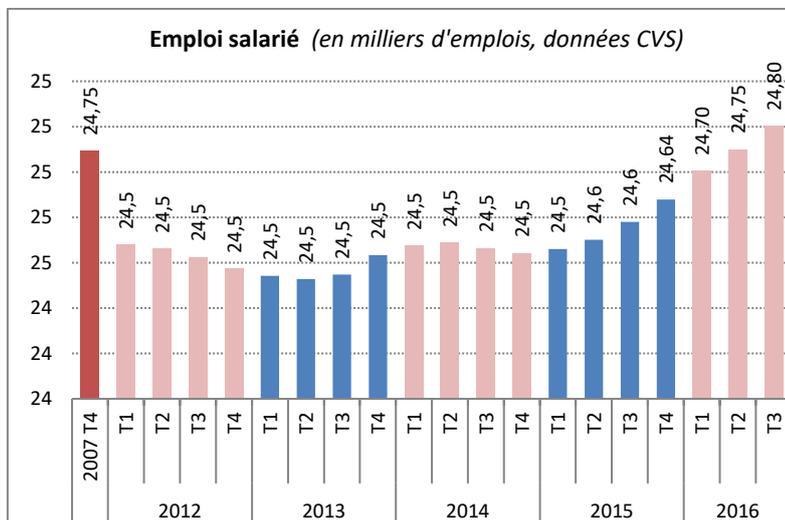
Les défaillances d'entreprises connaissent une forte baisse depuis le début de l'année. Il y a eu 1200 faillites de moins au 3^e trimestre comparativement à 2015. Ce mouvement concerne tous les secteurs y compris l'industrie et la construction. Dans ces deux derniers secteurs, le nombre de faillites recule de 12% en moyenne chaque trimestre.

Cette amélioration est incontestablement liée au redressement de la situation financière des entreprises. La progression des marges aurait permis le maintien en activité de milliers de petites entreprises et d'emplois.

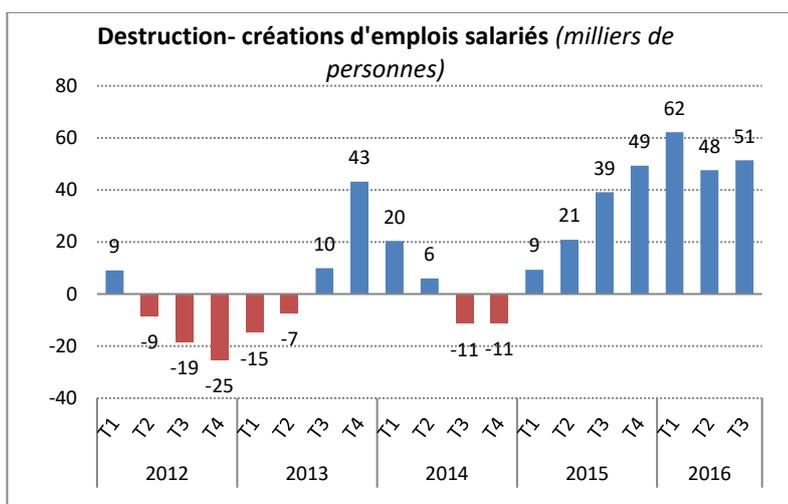


6. L'emploi se redresse sensiblement

Création nette de 210 000 emplois salariés en un an



Insee- comptes nationaux



Insee- comptes nationaux

Malgré une très faible croissance, l'économie continue de créer des emplois de plus en plus nombreux. Au 3^e trimestre, on enregistre 51 000 créations nettes d'emplois salariés, dont 48 000 dans le secteur marchand. Cette tendance est observée depuis la 2^e moitié de 2015 et qui s'est amplifiée en 2016.

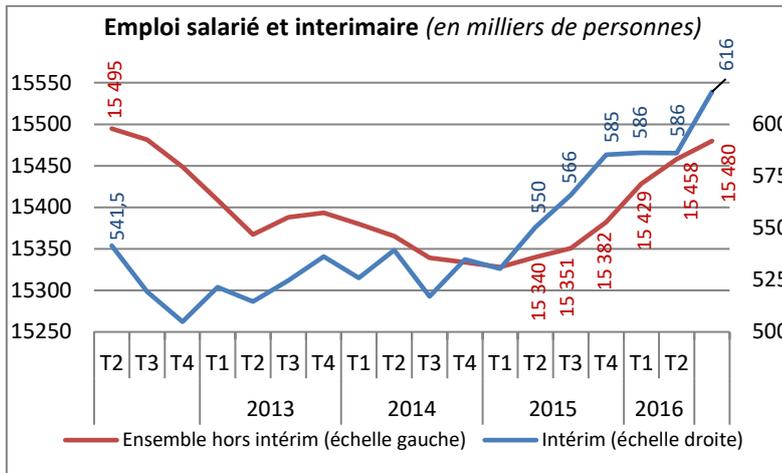
Si l'emploi total a dépassé son niveau d'avant crise (2007), l'emploi salarié marchand est toujours en retard. Il en manque 150 000 emplois pour rattraper le niveau de 2007. Rappelons que le niveau de production a largement rattrapé le niveau de 2007. L'appareil productif tourne donc actuellement avec un sous-emploi par rapport à 2007. Cela explique en partie la dynamique des créations d'emplois depuis un an alors que la croissance est faible. Cela veut dire que ces embauches correspondent à un effet de rattrapage du cycle de l'emploi par rapport à celui de la production. Ce rattrapage est d'autant plus fort quand la situation financière des entreprises est moins dégradée et quand les anticipations sur la demande sont positives.

Dans l'industrie, la tendance des destructions d'emplois se poursuit mais moins fortement (-4700 emplois au 1^{er} trimestre contre -7500 au 2^e trimestre). Dans la construction, la situation s'est améliorée. Le secteur ne détruit plus d'emplois salariés mais n'en crée pas pour autant. Seuls les services contribuent à la création d'emplois, mais moins fortement : 27000 emplois salariés contre 39000 au trimestre précédent. Le principal créateur d'emplois au 3^e trimestre est l'intérim avec presque 30 000 emplois. Ces emplois intérimaires sont en majorité créés dans l'industrie, puis les services et la construction.

Le secteur marchand a créé 180 000 emplois en un an

		Industrie	Tertiaire marchand hors intérim	Construction	Intérim	Ensemble marchand	
						Avec intérim	hors intérim
Niveau de l'emploi (en milliers)	T4 2015	3 122,2	10 945,9	1 314,4	585,4	15 967,8	15 382,4
	T1 2016	3 115,8	11 000,0	1 312,7	586,3	16 014,8	15 428,5
	T2 2016	3 108,3	11 038,9	1 310,9	586,1	16 044,2	15 458,1
	T3 2016	3 103,6	11 065,6	1 310,6	615,6	16 095,4	15 479,8
Variation en milliers	T4 2015	-7,6	42,4	-3,0	19,4	51,1	31,7
	T1 2016	-6,4	54,1	-1,7	0,9	47,0	46,1
	T2 2016	-7,5	38,9	-1,8	-0,2	29,4	29,6
	T3 2016	-4,7	26,7	-0,3	29,5	51,2	21,7
Variation trimestrielle en%	T4 2015	-0,2%	0,4%	-0,2%	3,4%	0,3%	0,2%
	T1 2016	-0,2%	0,5%	-0,1%	0,2%	0,3%	0,3%
	T2 2016	-0,2%	0,4%	-0,1%	0,0%	0,2%	0,2%
	T3 2016	-0,2%	0,2%	0,0%	5,0%	0,3%	0,1%

Source : Insee, Dares. Champ : secteur marchand hors agriculture



Source : Dares

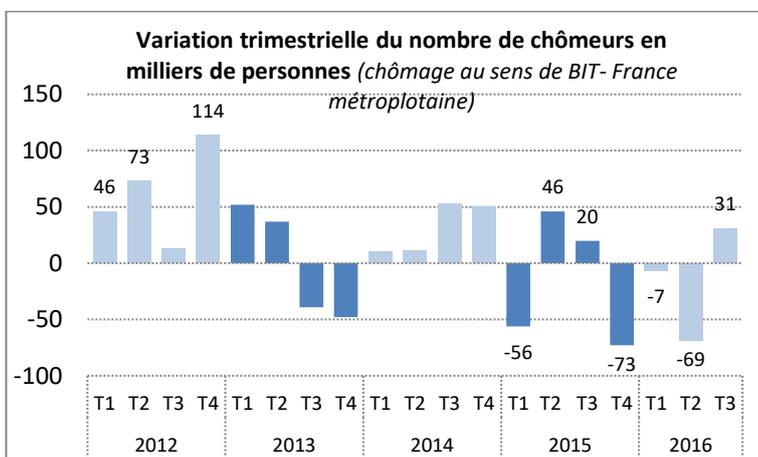
On ignore s'il s'agit d'un effet de retard puisque l'intérim a anormalement stagné depuis le 4^e trimestre 2015 ou sont-elles dues à un arbitrage favorable en termes de coûts. En effet, la mesure d'aide à l'embauche (2000 €/embauche et par an) pour les PME aurait incité celles-ci à embaucher plutôt que de recourir à l'intérim au 1^{er} et au 2^e trimestre. Mais l'impact d'une telle mesure décline avec le temps, ce qui aurait redonné à l'intérim son avantage comparatif par rapport à l'embauche. En outre, les grands groupes ne sont pas éligibles à cette mesure d'aide à l'embauche. Pour eux il serait plus avantageux d'employer un intérimaire plutôt que d'embaucher un salarié surtout dans une période de faible croissance, ce qui est probablement le cas dans l'industrie.

7. Le chômage se stabilise au 3^e trimestre et recule sur un an

Le chômage est ramené à son niveau de 2013

	Sexe		Age			Ensemble
	H	F	15-24	25-49	>49	
T2 2008	6,5	7,1	17,0	6,2	4,1	6,8
T2 2012	9,2	9,4	22,8	8,7	5,9	9,3
T2 2013	10,1	9,8	22,9	9,2	6,5	9,7
T2 2014	10,1	9,5	23,1	9,2	6,6	9,8
T2 2015	10,6	9,5	23,8	9,4	7,1	10,1
T1 2016	10,2	9,4	24,1	9,3	6,5	9,9
T2 2016	10,0	9,3	23,9	8,9	6,5	9,6
T3 2016	9,7	9,7	25,1	8,7	7,0	9,7

Insee, France métropolitaine, Chômage au sens du BIT.



Source : INSEE, France métropolitaine.

L'intérim renoue ainsi avec la croissance après une pause depuis le début de l'année.

Près de 30 000 emplois intérimaires ont été créés au 3^e trimestre dont plus de 11 000 dans l'industrie, 10 000 dans les services et 8000 dans la construction. En additionnant ces emplois intérimaires à l'emploi salarié de ces trois secteurs, on s'aperçoit que **l'industrie et la construction redeviennent créateurs nets d'emplois**. Pour l'industrie, il faut remonter à 2010 pour retrouver un solde positif de même niveau (+ 7000 emplois). Dans la construction, 8000 emplois ont été créés en ce trimestre, un niveau inédit depuis 2008. Ces créations d'emplois intérimaires sont difficiles à interpréter.

Le chômage au sens du BIT est une définition universelle permettant les comparaisons internationales (cf. lexique en page 21). Cette définition est celle utilisée par l'INSEE pour calculer le taux de chômage.

Le taux de chômage se stabilise au 3^e trimestre après une baisse significative (-0.3 point) au trimestre précédent. Son niveau actuel (9.7% en France métropolitaine et 10% avec le DOM) est équivalent à celui de 2013. En nombre de personnes, on enregistre 31 000 chômeurs de plus au 3^e trimestre et - 15000 depuis le début de l'année.

La hausse enregistrée en ce trimestre contraste avec la tendance de l'emploi. Cela s'explique par la hausse de la population active plus forte à celle de l'emploi. Mais cette tendance ne date pas d'aujourd'hui. Elle s'est accélérée depuis 2010 avec la réforme des retraites de Fillon. Le taux d'activité a augmenté de 1,6 point entre 2010 et 2016. Celui des seniors a augmenté de 8 points. Avec un stock d'emploi qui a augmenté moins fortement que la population active, il est tout à fait logique d'avoir une hausse du taux de chômage. Celui-ci a augmenté de 0.9 point et celui des seniors de seulement 1.5 point. En effet, l'allongement de la durée de départ en retraite a fait augmenter le chômage des jeunes (+3.5 points).

Pendant ce trimestre, le chômage a augmenté chez les femmes jeunes et seniors. En revanche, il a diminué chez les hommes moins jeunes.



Le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 133 000 personnes depuis janvier

		Cat. A			Cat. ABC		
		Niveau en milliers	Variation m/m-1		Niveau en milliers	Variation m/m-1	
			milliers	En %		milliers	en %
2016	Mai.	3 520,3	9,2	0,3%	5 428,3	31,3	0,6%
	Juin	3 525,7	5,4	0,2%	5 434,6	6,3	0,1%
	Juil.	3 506,6	-19,1	-0,5%	5 442,1	7,5	0,1%
	Août	3 556,8	50,2	1,4%	5 518,2	76,1	1,4%
	Sept.	3 490,5	-66,3	-1,9%	5 480,2	-38,0	-0,7%
	Oct.	3 478,8	-11,7	-0,3%	5 460,8	-19,4	-0,4%
	Nov.	3 447,0	-31,8	-0,9%	5 475,8	15,0	0,3%

DARES, France métropolitaine
Source : INSEE, DARES

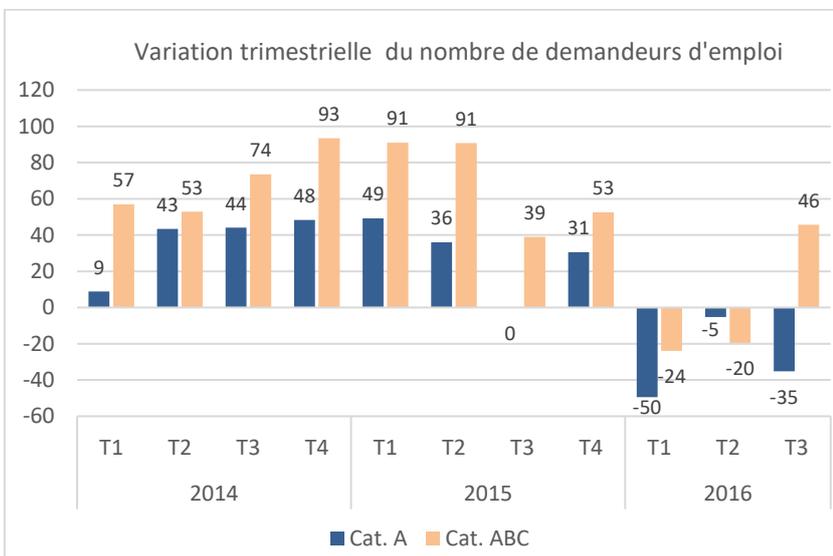
Pour sa part, le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A diminue significativement (-35 000) pendant ce trimestre mais en incluant la catégorie B et C (demandeurs d'emplois ayant exercé quelques heures d'activité), leur nombre augmente fortement (+46 000). En effet, il y a une corrélation forte entre l'intérim et les demandeurs d'emplois de catégorie B et C. Leur effectif augmente à chaque fois que l'intérim progresse. Autrement dit, les demandeurs d'emplois de catégorie A retrouvent quelques heures de travail avant d'accéder à un vrai emploi. En conséquence, ces demandeurs d'emplois quittent la catégorie A pour être comptabilisés dans la catégorie B et C.

Cette tendance générale a marqué l'année 2016. La catégorie A enregistre -133 000 demandeurs d'emplois depuis janvier alors que la catégorie B et C augmente de 131 000 personnes. Au total, le nombre de demandeurs d'emplois avec ou sans activité s'est stabilisé. Cela ne veut pas dire que le chômage recule mais au profit d'emplois précaires avec une faible durée de travail.

Le halo autour du chômage (personnes souhaitant travailler mais ne sont pas considérées comme chômeurs au sens du BIT pour manque de disponibilité ou de non recherche active d'emploi) a augmenté reculé au 3^e trimestre de 26 000 personnes mais il reste à un niveau supérieur à celui de l'an dernier de 44 000 personnes.

Concernant le chômage de longue durée, son taux se stabilise au 3^e trimestre et il est comparable à celui de l'an dernier.

La situation du marché du travail s'améliore incontestablement au regard des créations d'emplois et le recul en tendance du chômage. En revanche, la qualité des emplois créés ne semblent pas être meilleure notamment en ce qui concerne le temps de travail, la nature des contrats et le salaire. La hausse des demandeurs d'emploi de catégorie B et C illustre cette dégradation de la qualité des emplois nouvellement créés. En revanche, le sous emplois diminue très fortement (-90 000 sur un an). Ceci montre que la sortie du chômage se fait par des emplois très précaires et en sous-activité mais la situation de ces personnes s'améliore progressivement avec l'ancienneté dans l'emploi.



Lecture : au 2^e trimestre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A diminue de 2000 nouveaux inscrits en moyenne par mois.
Source : DARES.

Lexique

Le chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) comptabilise les personnes en âge de travailler (conventionnellement 15 ans ou plus) qui :

- 1) n'ont pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence ;
- 2) sont disponibles pour travailler dans les deux semaines ;
- 3) ont entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent, ou ont trouvé un emploi qui commence dans les 3 mois.

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi :

La catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi ;

La catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;

La catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).



8. Inflation stable et salaires en légère hausse

L'inflation se stabilise après un redressement au trimestre précédent

	Taux d'inflation global			Inflation mensuelle par famille de produits		
	Période	Taux mensuel	Taux annuel	en %	2015	2016
2016	Nov.	0,0%	0,5%	Ensemble des produits	0.0	0.2
	Oct.	0,0%	0,3%	Hors tabac	0.0	0.2
	Sept.	-0,2%	0,4%	Alimentation	0.5	0.6
	Août	0,3%	0,2%	dont Produits frais	5.3	3.7
	Juil.	-0,4%	0,2%	Produits manufacturés	-0.9	-0.5
	Juin	0,1%	0,2%	Produits de santé	-3.5	-3.0
	Mai	0,4%	0,0%	Energie	-4.7	-2.8
Moyenne annuelle			Taux	dont produits pétroliers	-10.8	-5.4
2016*			0,2%	Services	1.3	1.0
2015			0,0%	Loyers, eau	0.9	0.6
2014			0,5%	Services de santé	0.5	0.2
2013			0,9%	Transport	0.9	-1.5
2012			2,0%	Communication	1.2	2.0

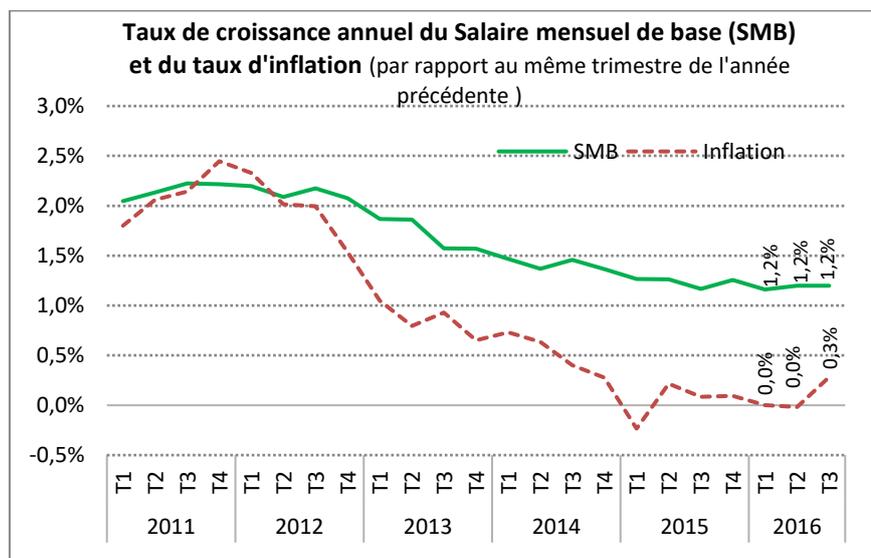
Insee, Indice des prix à la consommation. Champ : France entière, base 100 en 1998

* Moyenne des 11 mois

L'inflation remonte progressivement ces derniers mois. Le risque de déflation s'éloigne sans pour autant parler d'une amélioration réelle. En effet, une bonne inflation est celle qui provient de la hausse des salaires et de la consommation. Or, les salaires ralentissent et la consommation stagne. La reprise de l'inflation constatée dernièrement est liée à la hausse de prix du pétrole.

Cette situation ne concerne pas uniquement la France. Beaucoup de pays européens connaissent la même tendance. En revanche, Allemagne se démarque par une remontée de l'inflation sous l'impulsion des salaires. En décembre, l'inflation en Allemagne pointe à +1.7% sur un an contre +0.6% en France. Cet écart est lié à des dynamiques des salaires différentes entre les deux pays. Une divergence de plus entre les pays membres qui sans doute accentuera les problèmes de gouvernance économique de la zone euro. Berlin souhaite un resserrement monétaire et les pays du sud entendent maintenir l'assouplissement monétaire actuel pour longtemps.

Les salaires continuent de ralentir



DARES. Champ : entreprises de 10 salariés et plus du secteur marchand non agricole

Le salaire moyen continue de progresser à un rythme très faible (+1.2% par an). Comme nous l'avons écrit dans les notes précédentes, cette modération salariale s'explique par la très faible inflation et par le chômage qui exerce une pression sur le salaire d'embauche et la négociation salariale dans les entreprises.

Le facteur qui a le plus pesé est sans doute le recul du salaire d'embauche. Dans certains métiers, il a diminué de plus de 10%. Le salaire des cadres débutants est inférieur de 20% en moyenne par rapport au salaire moyen des cadres en poste (Etude Apec-2016).

Cette modération salariale n'affecte pas encore le pouvoir d'achat. Mais une hausse brutale de l'inflation risque d'appauvrir des dizaines de milliers de salariés accentuant ainsi les inégalités salariales qui ont progressé cette année.



Le pouvoir d'achat du salaire de base progresse sans effacer la perte du 2^e trimestre

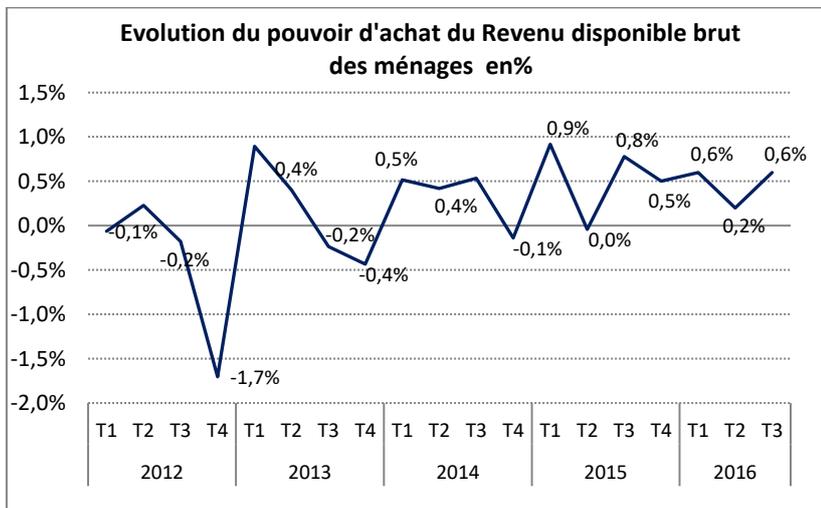
	Croissance annuelle					Croissance trimestrielle (T/T-1)				
						2015		2016		
	2011	2012	2013	2014	2015	T3	T4	T1	T2	T3
Inflation	2,1%	2,0%	0,9%	0,5%	0,0%	-0,3%	-0,1%	-0,5%	0,9%	0,0%
SMB (salaire mensuel de base)	2,2%	2,1%	1,7%	1,4%	1,2%	0,2%	0,1%	0,5%	0,3%	0,3%
Pouvoir d'achat du SMB	0,1%	0,1%	0,8%	0,9%	1,2%	-0,5%	0,5%	1,0%	-0,6%	0,3%

Insee, DARES. Lecture : en 2015, l'inflation a été nulle alors que le SMB a augmenté de 1.2%. Le pouvoir d'achat du SMB a ainsi progressé de 1.2%. Champ : secteur privé hors agriculture. Salaires hors primes et heures supplémentaires.

En regardant l'évolution trimestrielle (par rapport au trimestre précédent), on constate que l'inflation est inférieure à la hausse du salaire mensuel de base (hors rémunérations variables). Le pouvoir d'achat a ainsi gagné 0.3%. Mais ce gain n'efface pas la perte du trimestre précédent (-0.6%).

Cette faiblesse du pouvoir d'achat explique en partie la stagnation de la consommation durant ces deux derniers trimestres. En outre, les disparités salariales semblent progresser en raison notamment de la baisse du salaire d'embauche et de la stagnation des salaires dans les entreprises ou secteurs qui connaissent encore une situation économique difficile. Ceci est le cas de la construction même si la conjoncture s'améliore, de l'agriculture et de certaines filières industrielles et tertiaires qui peinent à se redresser. Une remontée surprise de l'inflation impactera directement les salariés de ces secteurs. Un scénario probable selon l'INSEE qui prévoit une accélération des prix de 1% à 1.2% en rythme annuel en 2017. Dans cette hypothèse, la politique fiscale doit amortir ce choc si les salaires ne suivent pas.

Le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages progresse de 0.6% au 3^e trimestre



Le pouvoir d'achat du revenu disponible (revenu net d'impôt et augmenté des prestations sociales) a progressé de 0.6% au 3^e trimestre. Ce pouvoir d'achat a donc progressé plus fortement que celui du salaire (paragraphe précédent). Cela montre que les mesures fiscales et autres prises dernièrement ont compensé partiellement la modération des salariales en œuvre dans le secteur marchand et dans la fonction publique.

Parmi ces mesures figurent la diminution de l'impôt sur le revenu des ménages les plus modestes ainsi que la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires de 0.6% en juillet. L'effet de cette dernière mesure sur le pouvoir d'achat apparaît au 3^e trimestre.

Lexique : le Revenu disponible brut des ménages (RDB) est la somme des revenus incluant les transferts sociaux directs (allocations) et après les prélèvements sociaux et fiscaux (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS). Il est qualifié de revenu brut, car il n'est pas déduit de l'amortissement du capital fixe (l'usure des biens immobiliers). Ce revenu est ainsi disponible pour la consommation, l'épargne et l'investissement.

Le tableau ci-après montre l'évolution des salaires moyens par tête (SMPT) et par branche d'activité dans le secteur privé. Ces évolutions tiennent compte des heures supplémentaires et de la modification de la structure des qualifications. Elle intègre également les rémunérations variables (intéressement, primes de fin d'année, etc.).

Au 2^e trimestre le SMPT a augmenté légèrement plus vite que le SMB (+1.4% contre +1.2%). Une partie de cette différence est liée à la rémunération variable qui a augmenté plus que le salaire de base. A l'exception de l'industrie, le SMPT a augmenté beaucoup moins vite au 2^e trimestre comparativement au trimestre précédent.



Salaire moyen par tête (salaire nominal brut, en €, CVS)

	SMPT par mois (moyenne du trimestre)		Variation annuelle (par rapport au trimestre n-1)	
	T1 2016	T2 2016	T1 2016	T2 2016
Total	2 525	2 523	1,8%	1,4%
Industrie	3 013	3 022	2,0%	2,0%
BTP	2 191	2 167	2,3%	1,2%
Tertiaire	2 448	2 448	1,7%	1,4%
Agriculture, sylviculture	1 917	1 925	4,0%	1,5%
Industries extractives	2 910	2 884	0,8%	-3,6%
Ind. agro-alimentaires	2 295	2 282	1,6%	0,6%
Habillement, textile, cuir	2 435	2 421	2,5%	1,5%
Bois et papier	2 610	2 596	1,8%	0,7%
Cokéfaction, raffinage	5 236	5 147	9,8%	5,1%
Industrie chimique	3 741	3 749	2,0%	2,4%
Industrie pharma.	4 092	4 045	2,4%	2,2%
Industrie plastique	2 861	2 863	2,9%	2,7%
Métallurgie	2 746	2 753	1,1%	1,5%
Fab. produits informatique, electr., optiq.	4 009	4 088	3,7%	5,3%
Fab. équipement électriques	3 263	3 255	2,7%	3,0%
Fab. machines et équipements	3 198	3 226	1,4%	1,9%
Fab. matériel de transport	3 630	3 620	2,5%	2,2%
Industrie automobile	3 233	3 191	2,3%	1,5%
Fabrication d'autres matériels de transport	4 168	4 168	2,2%	2,2%
Ind. meuble et réparation machines	2 810	2 833	1,7%	2,4%
Prod. Distrib. électricité, gaz, air conditionné	4 001	4 124	1,8%	3,4%
Prod. distrib. eau. Assainissement	2 440	2 449	0,9%	1,0%
Construction	2 191	2 167	2,3%	1,2%
Construction de bâtiments	2 686	2 668	3,2%	2,4%
Génie civil	2 597	2 558	2,0%	0,5%
Travaux de construction spécialisés	2 064	2 038	2,2%	1,2%
Commerce, réparation auto-moto	2 340	2 348	1,7%	1,6%
Commerce et réparation d'auto. moto.	2 423	2 432	2,4%	2,2%
Commerce de gros	3 151	3 180	1,7%	2,5%
Commerce de détail	1 882	1 879	1,7%	1,0%
Transports et entreposage	2 526	2 550	1,4%	1,3%
Hébergement et restauration	1 733	1 715	1,5%	-0,1%
Hébergement	1 995	1 968	2,0%	0,3%
Restauration	1 646	1 627	1,5%	-0,1%
Edition et audiovisuel	3 911	3 884	4,2%	3,3%
Télécom.	3 335	3 359	-1,5%	0,6%
Activités informatiques	3 829	3 864	2,1%	2,3%
Activités financières et assurances	4 075	4 069	3,4%	2,9%
Activités immobilières	2 602	2 603	4,3%	3,1%
Activités juridiques, conseil, ingénierie	3 676	3 671	1,9%	2,4%
R&D	3 520	3 526	2,4%	2,9%
Autres activités scientifiques, techniques	2 833	2 808	4,4%	4,4%
Activités de soutien administratif	1 904	1 900	1,0%	0,8%
Education (établissements privés)	1 872	1 869	-0,7%	-1,1%
Activités pour la santé humaine (privées)	2 219	2 218	1,1%	0,8%
Action sociale, hébergement médico-social	1 626	1 622	1,6%	1,2%
Arts, spectacles et activités récréatives	2 095	2 076	1,4%	0,7%
Autres activités de services	1 803	1 790	4,5%	2,9%
Activités extraterritoriales	4 107	4 140	-0,8%	-0,4%
Associations	1 767	1 764	1,7%	1,2%
Institution sans but lucratif aux services des ménages	1 706	1 704	2,0%	1,4%

Source : AcoSS



9. La dette publique diminue et le déficit public augmente

Niveau de la dette publique au sens de Maastricht en milliards d'euros et en points de PIB

	Niveaux (en milliards d'euros)					Evolution T3 2016 / T2 2016	
	2015T3	2015T4	2016T1	2016T2	2016T3	En M€	En%
Ensemble des administrations publiques	2103,7	2097,4	2138,9	2170,6	2160,4	-10,2	-0,5%
En point de PIB (*)	96,9%	96,2%	97,5%	98,5%	97,6%	0,0	-0,9%
dont: Etat	1672,7	1661,7	1695,1	1724,8	1722,6	-2,2	-0,1%
Autres administrations centrales	20,0	18,9	18,8	18,0	16,5	-1,5	-8,3%
Collectivités locales	185,9	196,5	194,1	194,5	192,9	-1,6	-0,8%
SECU	225,0	220,3	230,9	233,3	228,5	-4,8	-2,1%

Source : Comptes nationaux - INSEE, DGFiP, Banque de France

(*) . Au quatrième trimestre, le PIB utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année : elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

Le déficit public se dégrade légèrement

	Solde budgétaire		Dépenses publiques			Recettes publiques		
	en Mds€	en % de PIB	En milliards €	Variation	En % de PIB	En milliards €	Variation	En % de PIB
2010	-135,5	-6,8%	1127,7	2,5%	56,5%	992,2	3,2%	49,7%
2011	-104,9	-5,1%	1151,4	2,1%	55,9%	1046,6	5,5%	50,8%
2012	-100,6	-4,8%	1186,1	3,0%	56,8%	1085,5	3,7%	52,0%
2013	-85,6	-4,0%	1205,4	1,6%	57,0%	1119,9	3,2%	52,9%
2014	-85,0	-4,0%	1226,8	1,8%	57,3%	1141,8	2,0%	53,3%
2015	-76,5	-3,5%	1242,8	1,3%	57,0%	1166,3	2,1%	53,5%
T3 2015	-19,7	-3,6%	311,4	-0,1%	57,0%	291,7	0,4%	53,4%
T4 2015	-15,5	-2,8%	310,7	-0,2%	56,6%	295,2	1,2%	53,7%
T1 2016	-18,7	-3,4%	313,7	1,0%	56,5%	295,0	-0,1%	53,2%
T2 2015	-17,8	-3,2%	314,7	0,3%	56,9%	296,9	0,6%	53,6%
T3 2016	-19,7	-3,5%	317,0	0,7%	57,0%	297,3	0,2%	53,5%

Source : Comptes nationaux - INSEE

La dette publique a reculé de 10 milliards pour s'établir à 97.6% du PIB contre 98.5% au trimestre précédent. La SECU et l'Etat sont ceux qui ont le plus contribué à cette baisse. Comparativement au début de l'année, la dette augmente dans toutes les administrations sauf dans les collectivités locales.

Ces chiffres doivent être pris avec beaucoup de précautions en raison de décalage de trésorerie qui peut fausser finalement la tendance. Les chiffres les plus fiables sont ceux du 4^e trimestre qui retrace la trajectoire de l'année.

Concernant le solde budgétaire du 3^e trimestre, on constate une légère dégradation du déficit public de 2 milliards. En effet, les dépenses publiques ont augmenté plus fortement que les recettes (+0.7% contre +0.2%). Cela est imputé à la fois à la hausse de la masse salariale dans la fonction publique suite au dégel de l'indice des salaires des fonctionnaires et d'autre part à un moindre rendement de l'impôt sur les revenus suite aux baisses accordées aux ménages modestes. Comparativement à 2015, le déficit public est inférieur de 5 milliards pendant la même période (3 premiers trimestres)

Rappel de la trajectoire des finances publiques

	2015 budget	2015 réalisé	2016	2017
Hypothèse de croissance économique	1.0%	1.2%	1.5%	1.5%
Déficit public	3.8%	3.5%	3.3%	2.7%
Dépenses publiques en % du PIB	56.1%	57.0%	55.5%	54.5%
Taux de prélèvements en % du PIB	44.6%	44.5%	44.5%	44.2%

Source : loi de finance de l'année 2015 adoptée le 29 décembre 2014 et le compte rendu du conseil des ministres du 15 avril 2015



INDEX POUR MIEUX COMPRENDRE

Activité économique

Comptes nationaux : une représentation chiffrée de l'économie française. Ils détaillent la répartition de la richesse créée pendant une période entre la consommation, l'investissement, les exportations et les stocks. L'INSEE décline les comptes de la nation par trimestre et par an. [Consulter les comptes de la Nation publiés par l'INSEE](#)

Valeur ajoutée : la valeur que l'on ajoute à une matière première ou à un produit semi-fini. Cette valeur correspond ainsi à la richesse qu'un agent productif crée en utilisant un input appelé consommation intermédiaire. En comptabilité, la valeur ajoutée est la différence entre la production et la valeur des consommations intermédiaires. En comptabilité nationale, la somme des valeurs ajoutées correspond au PIB.

PIB (Produit intérieur brut) : la somme des valeurs ajoutées créées dans un pays (une région). C'est aussi la somme des revenus distribués dans ce pays ou encore la somme des dépenses qui y sont effectuées. Le taux de variation du PIB correspond au taux de croissance économique.

Croissance économique : l'évolution de la richesse créée dans un pays (une région) entre deux périodes, généralement un an ou un trimestre. Cette somme de la richesse est mesurée par le PIB, qui est le principal indicateur de la conjoncture économique. [Consulter la dernière note d'analyse de la conjoncture de l'INSEE](#)

Déficit public : solde négatif du budget de la nation (différence entre les recettes et les dépenses publiques de l'Etat au sens large, incluant les organismes de la sécurité sociale). Le déficit public au sens de Maastricht est limité à 3% du PIB. C'est l'un des principaux indicateurs que les pays de la zone euro doivent respecter. L'autre principal indicateur est le ratio dette publique/PIB qui ne doit pas dépasser 60%.

Marché du travail

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi : données mensuelles publiées par Pôle Emploi. Elles sont souvent reprises, à tort, par les médias comme des données sur le chômage. Or, les inscrits à Pôle Emploi ne sont pas tous des chômeurs puisqu'une partie peut avoir un emploi (à temps partiel ou à temps plein), mais qui désire le changer ou le compléter par une autre activité. [Consulter les derniers chiffres publiés par la DARES](#)

Chômage au sens du BIT : nombre de personnes sans emploi, qui n'ont pas travaillé ne serait-ce qu'une heure pendant une semaine de référence, qui recherchent activement un emploi et qui sont disponibles à reprendre un travail dans les 15 jours. [Consulter les derniers chiffres sur le taux de chômage publiés par l'INSEE](#)

Chômage (halo autour du chômage) : c'est la frontière entre le chômage et l'inactivité. Il s'agit des personnes inactives donc non comptabilisées comme chômeurs, mais qui souhaitent travailler. Le plus souvent elles ne recherchent pas du travail parce qu'elles sont découragées ou elles attendent les résultats des démarches antérieures. Parfois elles ne sont pas disponibles immédiatement parce qu'elles sont en formation ou elles gardent leurs enfants.

Emploi salarié : stock d'emplois de contrats de droit privé (CDI, CDD, contrats aidés). L'évolution de ce stock nous donne les créations (ou les destructions) nettes d'emplois. Les données publiées conjointement par l'INSEE et la DARES sont trimestrielles. [Consulter les derniers chiffres de l'emploi publiés par l'INSEE](#)

Emploi total : stock de l'emploi total y compris celui des agents de la fonction publique. [Consulter les derniers chiffres publiés par l'INSEE](#)

Intérim : les chiffres de l'intérim sont publiés mensuellement et déclinés par branche d'activité et par région. Son évolution est considérée comme une « indication avancée du marché du travail » du fait de la sensibilité élevée de l'emploi intérimaire à la conjoncture économique. [Chiffres de l'intérim sur le site de la DARES](#)

Démographie des entreprises

Créations d'entreprises : nombre d'entreprises créées mensuellement, décliné par secteur d'activité. [Consulter les derniers chiffres publiés par l'INSEE](#)

Défaillances d'entreprises : nombre d'entreprises en redressement judiciaire. Les chiffres sont déclinés par activité économique et taille des entreprises. [Consulter les derniers chiffres publiés par la Banque de France micro-entrepreneur \(ex- autoentrepreneur\)](#) : est un régime fiscal et social avantageux pour les personnes physiques souhaitant créer une entreprise individuelle (loi de modernisation de l'économie d'août 2008 et loi Pinel de juin 2014). Ce statut n'est pas à confondre avec la catégorie « microentreprise » qui est une catégorie statistique utilisée par l'INSEE à des fins d'analyse. Cette catégorie représente les entreprises de moins de 10 salariés et d'un chiffre d'affaires ou un bilan inférieur à 2 millions €.

Rentabilité des entreprises

Marge économique ou Excédent brut d'exploitation (EBE) : est le résidu de la valeur ajoutée après paiement des salaires, des taxes et cotisations. Cette partie de la valeur non distribuée est en général destinée à financer les investissements et à rémunérer le capital.

Taux de marge économique : rapport entre l'EBE et la valeur ajoutée. C'est l'indicateur de référence pour mesurer la rentabilité économique des entreprises.

CICE (Crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi) : réduction d'impôt instaurée en janvier 2013. Elle est égale



à 6% de la somme des salaires bruts inférieurs à 2.5 fois le SMIC. La finalité du CICE est de créer un cercle vertueux entre la compétitivité, le taux de marge, l'investissement et l'emploi.

La productivité : correspond en général à la valeur ajoutée créée par un salarié (rapport entre la valeur ajoutée et l'effectif de l'entreprise). Le taux de marge économique de l'entreprise augmente quand la productivité croît plus vite que les salaires. Inversement, quand la hausse des salaires est supérieure à celle de la productivité, le taux de marge économique baisse.

Investissement

Investissement : au niveau macroéconomique, l'investissement correspond à la FBCF (formation brute du capital fixe) qui mesure le montant des acquisitions d'actifs fixes (équipements, machines, bâtiments, usines, logiciels, etc.). Au niveau de l'entreprise, l'investissement doit être analysé au regard des motivations économiques : augmentation des capacités, modernisation/rationalisation, introduction de nouveaux produits et techniques, économie d'énergie, amélioration des conditions de travail, sécurité, environnement. [Enquête d'INSEE sur l'investissement dans l'industrie](#)

Taux d'investissement : rapport entre la FBCF (dépenses d'investissement) et la valeur ajoutée. Autrement dit, c'est la part de la valeur ajoutée consacrée à l'investissement.

Taux d'utilisation des capacités de production : il indique la surcapacité ou la sous-capacité productive d'une entreprise ou d'un pays. Quand il se rapproche de 100%,

l'entreprise doit investir et embaucher pour augmenter ses capacités de production. Quand il est trop bas, l'entreprise licencie le personnel ou recourt au chômage partiel.

Salaire et pouvoir d'achat

Inflation : le taux d'inflation correspond à l'évolution généralisée des prix. Il existe plusieurs taux d'inflation : selon la famille des produits, la géographie retenue, la destination finale des produits (produits de consommation, d'investissement, d'exportation, etc.). En général, le taux d'inflation de référence est l'évolution de l'indice général des prix à la consommation hors tabac en France métropolitaine. [Consulter le taux d'inflation sur le site de l'INSEE](#)

Pouvoir d'achat : la quantité de biens ou de services que l'on peut acheter par une somme de monnaie (le salaire par exemple). L'évolution du pouvoir d'achat du salaire est obtenue en faisant la différence entre le taux de croissance du salaire nominal et le taux d'inflation. On parle de gains de pouvoir d'achat quand le salaire augmente plus vite que l'inflation. Une perte de pouvoir d'achat décrit la situation contraire.

Salaire moyen : le salaire brut moyen par tête correspond au rapport entre la masse salariale et le nombre de salariés. Cette moyenne est une donnée macroéconomique qui masque les disparités entre les métiers, la taille des entreprises et le temps de travail. Le salaire moyen par tête est publié par branche d'activité économique. [Consulter les chiffres de la masse salariale, des salaires et de l'emploi sur le site de l'ACOSS](#)



ORSEU

3 rue Bayard – 59 000 LILLE

Tél : +33 3 20 47 15 24

Fax : +33 3 20 31 91 82

www.orseu.com

E-mail : contact@orseu.com

SAS au capital de 298 080 euros

RCS : 483 777 827 RCS LILLE

Code NAF 7220Z

N° TVA intracommunautaire : FR9348377827